

LES DROITS DES AUTOCHTONES

LES NÉGOCIATIONS AVEC LE CONSEIL DES INDIENS DU YUKON

M. Keith Penner (Cochrane-Supérieur): Monsieur le Président, en l'absence du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, je poserai ma question au premier ministre, bien que le vice-premier ministre aurait peut-être souhaité y répondre s'il avait été ici. Le cabinet a-t-il pris une décision ce matin au sujet du Conseil des Indiens du Yukon? Le gouvernement permettra-t-il aux négociations de se poursuivre en 1985? Les avantages accordés aux personnes âgées seront-ils maintenus? Le gel applicable aux terres se poursuivra-t-il? Des crédits seront-ils accordés pour ces négociations jusqu'à ce qu'elles soient menées à bonne fin?

L'hon. Jake Epp (ministre suppléant des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, je voudrais répondre au député au nom du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Je sais qu'il a été saisi de la question. Il l'a étudiée très attentivement ces dernières semaines. Le député n'ignore pas que les négociations avec le CIY et le gouvernement du Yukon durent depuis longtemps. Nous espérons tous qu'elles donneront des résultats.

Quant aux quatre points précis découlant de l'accord qu'il a cité, je peux simplement m'engager pour le moment à en parler au ministre. Je puis assurer au député que le ministre est au courant de ces problèmes.

LA DATE LIMITE SPÉCIFIÉE

M. Keith Penner (Cochrane-Supérieur): Si je comprends bien, monsieur le Président, aucune décision n'a été prise. A ce propos, le ministre reconnaît-il que la date du 31 décembre n'a jamais été une date limite mais plutôt un objectif? Est-il disposé à en tenir compte pour que l'avenir du Conseil des Indiens du Yukon ne soit pas compromis par une décision prise hâtivement?

● (1450)

L'hon. Jake Epp (ministre suppléant des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, j'apprécie la façon dont le député aborde cette question à la Chambre et j'en parlerai au ministre.

* * *

VISITEUR DE MARQUE

LE RÉCIPiendaIRE DU PRIX NOBEL DE LA PAIX, MGR TUTU DE L'AFRIQUE DU SUD

M. Don Ravis (Saskatoon-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. A-t-il eu l'occasion de discuter avec Monseigneur Tutu, qui est venu d'Afrique du Sud pour nous rendre visite?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Non, monsieur le Président, pas encore. Cependant, j'aurai le plaisir de rencontrer cet après-midi cet homme exemplaire et extraordinaire qui se trouve aujourd'hui parmi nous. Je tiens à lui souhaiter la bienvenue à la Chambre des communes en votre nom.

Questions orales

Des voix: Bravo!

* * *

L'IMPÔT SUR LE REVENU

ON DEMANDE D'AUGMENTER LES IMPÔTS DES RICHES

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Aujourd'hui, des députés de toutes tendances ont posé de multiples questions pour savoir si le gouvernement avait l'intention d'imposer des impôts spéciaux sur certains programmes sociaux. Je suis obligé de constater que le gouvernement n'a pas répondu à ces questions, mais il a dit qu'il voulait trouver de l'argent pour les pauvres.

Je voudrais poser au premier ministre une question très directe. Vu que le gouvernement libéral précédent avait diminué les impôts des riches de 1.7 milliard de dollars, sans compter qu'il y a un manque à gagner de 400 millions du fait que des milliers de Canadiens à revenu élevé ne paient pas du tout d'impôt, accepterait-il d'aller chercher ces recettes supplémentaires, qui représentent plus de 2 milliards, en percevant un impôt raisonnable sur les riches au lieu de miner nos programmes sociaux comme le gouvernement est en train de le faire?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, il est évident chaque jour que la grande question est de savoir qui sera le véritable chef de l'opposition à la Chambre. Voilà le vrai problème. Toutes les manœuvres auxquelles nous assistons sont dues au fait que le NPD voudrait être l'opposition officielle. C'est le fond de l'histoire et tout le monde le sait.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Je répète une fois de plus que nous appuyons résolument le principe de l'universalité, comme mon honorable ami le sait. Nous sommes contre l'examen des ressources et nous cherchons une formule permettant de verser plus d'argent aux personnes pauvres et défavorisées. J'espère que les députés du NPD n'y voient pas d'inconvénient. J'ose espérer que vous ne vous opposez pas à cela.

Par ailleurs, nous reconnaissons également qu'il importe de rendre notre fiscalité plus équitable. C'est notre intention, et nous espérons que vous ne nous ménagerez pas vos applaudissements quand le ministre des Finances présentera son budget en avril.

LA RÉFORME FISCALE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, le premier ministre dit vouloir accroître les recettes de l'État pour pouvoir les redistribuer d'une façon plus équitable aux Canadiens les plus pauvres. C'est quelque chose que mon parti réclame depuis des années.

Des voix: Oh, oh!